

Espagne

Face à la tentative de contestation de la liste Initiative Internationaliste - solidarité entre les peuples

Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - IVème Internationale

Au nom de la LIT-QI, nous voulons dénoncer qu'en Espagne, le gouvernement du PSOE et la justice espagnole mettent en oeuvre une attaque contre les libertés démocratiques. Ils essayent de rendre illégale la candidature *Initiative Internationaliste - solidarité entre les peuples* qui s'est présentée aux élections pour le Parlement européen du 7 juin prochain. A la demande du gouvernement, le Tribunal Suprême a résolu d'invalider la candidature et on attend maintenant la décision du Tribunal Constitutionnel pour voir s'il ratifie ou non la sentence émise.

Initiative Internationaliste est une coalition qui a trouvé l'appui d'organisations de gauche, de classe et de secteurs indépendantistes des différentes nationalités de l'Etat espagnol. Elle a souligné la nécessité d'unir les travailleurs de toutes les nationalités dans une alternative de classe contre la crise du capitalisme et elle a repris le drapeau du droit à l'autodétermination et de la lutte pour les libertés démocratiques qui sont mises en cause par le régime monarchique.

En Espagne, il y a un régime dans lequel le roi a été imposé par le dictateur Franco pour être son héritier. Depuis lors, Juan Carlos est le chef d'Etat et le chef suprême de l'armée. Dans ce pays, il y a des nationalités historiques, comme les nationalités basque, galicienne, catalane ou canarienne, qui ont été écrasées par la dictature franquiste et qui sont encore opprimées dans l'actuel régime. La constitution qui régit ce pays empêche que les nationalités qui font partie de l'Etat puissent décider si elles veulent faire partie de l'Etat ou non. L'Etat espagnol est une prison de peuples, unis par la force, et dans lequel le problème des nationalités a maintenu le régime monarchique en crise permanente.

Le gouvernement de Zapatero, qui se déclare de gauche et socialiste, s'est montré comme un appui solide de ce régime. Zapatero a continué la même politique que son prédécesseur Aznar, en gouvernant pour les riches et les banquiers. Et maintenant, avec la crise, il veut que celle-ci soit payée par les travailleurs. Il y a déjà 4 millions de chômeurs en Espagne, ce qui représente 17,4 % de la population active, alors des montants astronomiques en millions d'euros sont cédés aux banques et aux chefs d'entreprise pour pallier leurs pertes.

Pour rendre cette candidature illégale, le gouvernement de Zapatero s'est allié au *Parti Populaire* et à l'extrême droite, en utilisant la Loi des Partis. Cette loi absolument antidémocratique a été instaurée contre la gauche indépendantiste basque qui, par ce moyen, a été poursuivie, interdite et empêchée de pouvoir se présenter aux processus électoraux durant les dernières années. De cette façon, Batasuna, accusée d'être le bras politique de l'ETA, a été interdite. Et à partir de là, toute liste ou parti qui s'est formé pour défendre l'option indépendantiste au Pays basque a connu le même sort. Les Basques qui veulent s'organiser ou voter pour une option qui défend le droit à l'autodétermination ou à l'indépendance nationale et qui ne sont pas disposées à soutenir le régime apparu lors de

la transition après Franco, n'ont pas le droit de le faire. Cette loi est maintenant appliquée à une candidature, pour avoir dénoncé la Loi des Partis et avoir défendu le droit à l'autodétermination pour toutes les nationalités, en l'accusant sans preuves d'être la continuation de Batasuna. Le gouvernement du PSOE essaye d'invalidier la candidature pour un délit d'opinion, sur la base de présomptions et d'une campagne orchestrée par les principaux médias, utilisée comme preuve.

L'interdiction de Batasuna a montré jusqu'à quel point le régime du roi Juan Carlos est antidémocratique. Maintenant, avec le PSOE au gouvernement, il y a une nouvelle escalade antidémocratique pour essayer de criminaliser une candidature qui se place du côté des peuples opprimés et des travailleurs.

La liste *Initiative Internationaliste* est dirigée par celui qui est considéré comme le plus grand dramaturge en vie de la langue espagnole, Alfonso Sastre. Il est accompagné, en outre, par des militants de gauche reconnus, dont certains ont autrefois été, comme lui, militants du PCE. Participent de cette liste des intellectuels ainsi que des dirigeants syndicaux qui sont un exemple pour tous, ayant dirigé des luttes contre les licenciements et en défense des droits des travailleurs, luttes au cours desquelles les assemblées démocratiques sont les organismes de décision des travailleurs. Participent également de cette liste des dirigeants estudiantins qui se sont engagés dans la lutte contre la privatisation de l'enseignement promue par le gouvernement et l'Union européenne avec le Plan Bologne.

Nous voulons rappeler aussi qu'avant la contestation de la liste, il y a eu des manifestes d'appui à la candidature par des intellectuels et des syndicalistes de tout le pays. Maintenant, ce sont des centaines de personnalités du monde entier, comme le prix Nobel de la paix Pérez Esquivel, qui montrent leur solidarité contre cette contestation, avec l'exigence d'empêcher l'invalidation.

Face au fait historique de la formation de cette candidature, dans laquelle pour la première fois s'unissent des secteurs indépendantistes avec des secteurs du mouvement ouvrier à l'échelle de tout l'Etat espagnol, à un moment où, avec la crise économique, commencent les mobilisations, le gouvernement a pris une décision propre aux régimes dictatoriaux, pour essayer d'éviter que cette candidature puisse être une référence parmi les travailleurs.

En ce sens, nous dénonçons la candidature de Willi Meyer de *Gauche Unie* (un front électoral dont fait partie le PCE, qui a soutenu le gouvernement du PSOE) comme étant collaborationniste et antidémocratique. Au lieu d'être solidaire avec *Initiative Internationaliste*, elle a défendu la « Loi des Partis » en déclarant : « Si un juge ou un tribunal décide qu'une certaine candidature ne doit pas se présenter, celle-ci n'a qu'à ne pas se présenter ». Nous saluons au contraire tous ceux qui, depuis les rangs du PSOE et de la Gauche Unie, se manifestent contre l'invalidation.

Si cette candidature est finalement déclarée illégale, nous assisterons à des élections frauduleuses. Si en soi déjà, lors des élections démocratiques bourgeoises, il est difficile pour les travailleurs de s'exprimer, maintenant, en Espagne, cette bourgeoisie prétend qu'une option ouvrière et démocratique ne pourrait se présenter aux élections.

Nous voulons dénoncer que l'invalidation, si elle est appliquée, va contre les droits démocratiques de tous les Européens, qui voient comment chaque jour s'imposent davantage de mesures arbitraires, tant depuis l'Union européenne, contre les travailleurs immigrants, que dans des pays comme l'Italie, où Berlusconi a légalisé les patrouilles de « citoyens » de caractère fasciste pour la surveillance des rues.

Au nom de la LIT-QI, nous nous joignons à l'appel d'*Initiative Internationaliste* à toutes les organisations et personnes qui se considèrent comme démocratiques, pour dénoncer cette attaque contre les libertés démocratiques et pour se mobiliser contre elle, ainsi que pour exiger du gouvernement espagnol et de la justice qu'ils permettent la présentation de cette candidature.

Secrétariat International de la LIT-QI

São Paulo, le 19 mai 2009